

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
PRÉFACE . . . . .	v
AVANT-PROPOS . . . . .	1
LISTE DES ABRÉVIATIONS . . . . .	3
INTRODUCTION . . . . .	5

PREMIÈRE PARTIE

Les autorités nationales  
intervenant dans le processus  
de transposition

CHAPITRE PREMIER

LA RÉPARTITION  
DES COMPÉTENCES ENTRE L'ÉTAT  
LES RÉGIONS ET LES COMMUNAUTÉS

SECTION 1 <sup>re</sup> . — LA DÉTERMINATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE . . . . .	9
SECTION 2. — LA COLLABORATION DES AUTORITÉS NATIONALES . . . . .	16
SECTION 3. — L'IMPACT DIRECT DU DROIT COMMUNAUTAIRE SUR LA RÉPARTITION INTERNE DES COMPÉTENCES . . . . .	19
SECTION 4. — LE DROIT COMMUNAUTAIRE À L'ORIGINE DE CONFLITS DE COMPÉTENCES . . . . .	21
SECTION 5. — LE POUVOIR DE SUBSTITUTION DE L'ÉTAT FÉDÉRAL . . . . .	26
SOUS-SECTION 1 <sup>re</sup> . — <i>Le problème.</i> . . . . .	26
SOUS-SECTION 2. — <i>Les conditions d'application du pouvoir de substitution</i> . . . . .	28
SOUS-SECTION 3. — <i>Appréciation.</i> . . . . .	29

CHAPITRE II

LE CHOIX DE LA NORME

SECTION 1 <sup>re</sup> . — L'ADAPTATION DE LA CONSTITUTION . . . . .	33
SECTION 2. — LA TRANSPOSITION PAR LE LÉGISLATEUR . . . . .	36
SECTION 3. — LA TRANSPOSITION PAR L'EXÉCUTIF . . . . .	37



	PAGES
SOUS-SECTION 1 <sup>re</sup> . — <i>Les habilitations ordinaires</i> . . . . .	39
SOUS-SECTION 2. — <i>Les habilitations spécifiques à la transposition des directives</i> . . . . .	41
§ 1 <sup>er</sup> . <i>La portée des pouvoirs conférés par ces habilitations</i> . . . . .	42
§ 2. <i>Les limites de l’habilitation.</i> . . . .	45
§ 3. <i>Les formalités qui assortissent ces habilitations</i> . . . . .	49
§ 4. <i>Appréciation</i> . . . . .	53
SOUS-SECTION 3. — <i>La transposition par l’exécutif en vertu de son pouvoir propre</i> . . . . .	54
SOUS-SECTION 4. — <i>La transposition par voie de circulaire administrative ?</i> . . . . .	55
SECTION 4. — LA TRANSPOSITION PAR LES PARTENAIRES SOCIAUX . . . . .	57
SECTION 5. — LA TRANSPOSITION PAR VOIE CONVENTIONNELLE . . . . .	59

CHAPITRE III

LE RÔLE DU CONSEIL D’ÉTAT  
DANS LA TRANSPOSITION  
DES DIRECTIVES

SECTION 1 <sup>re</sup> . — LA CONSULTATION DE LA SECTION DE LÉGISLATION . . . . .	64
SOUS-SECTION 1 <sup>re</sup> . — <i>Présentation</i> . . . . .	64
SOUS-SECTION 2. — <i>L’urgence dispensant de consulter la section de législation</i> . . . . .	66
SOUS-SECTION 3. — <i>L’article 84 des lois coordonnées</i> . . . . .	70
SECTION 2. — LES AUTRES RÔLES DU CONSEIL D’ETAT. . . . .	73

DEUXIÈME PARTIE

Les manières de transposer

CHAPITRE PREMIER

LES ÉTATS SONT LIÉS  
PAR LE RÉSULTAT À ATTEINDRE

SECTION 1 <sup>re</sup> . — LA TRANSPOSITION DOIT ÊTRE COMPLÈTE ET ADÉQUATE . . . . .	79
SOUS-SECTION 1 <sup>re</sup> . — <i>Les difficultés d’interprétation</i> . . . . .	79
SOUS-SECTION 2. — <i>Quelques critères pour juger une transposition adéquate</i> . . . . .	81
§ 1 <sup>er</sup> . <i>Etre complet</i> . . . . .	81
§ 2. <i>Ne pas adopter et ne pas maintenir des dispositions contraires</i> . . . . .	87
SECTION 2. — LA TRANSPOSITION DOIT INTERVENIR DANS LE DÉLAI IMPARTI . . . . .	93
SOUS-SECTION 1 <sup>re</sup> . — <i>Les principes</i> . . . . .	93



	PAGES
SOUS-SECTION 2. — <i>Les causes des retards encourus par la Belgique</i> . . .	97
SOUS-SECTION 3. — <i>Les remèdes adoptés ou suggérés</i> . . . . .	103
§ 1 <sup>er</sup> . <i>Observations préliminaires</i> . . . . .	103
§ 2. <i>Les remèdes</i> . . . . .	105
SOUS-SECTION 4. — <i>La situation actuelle</i> . . . . .	114

CHAPITRE II

LES ÉTATS ONT LE LIBRE CHOIX  
DES FORMES ET DES MOYENS

SECTION 1 <sup>re</sup> . — QUID DE LA LIBERTÉ DE NE PAS TRANSPOSER ? . . . . .	116
SOUS-SECTION 1 <sup>re</sup> . — <i>L'effet direct d'une directive a-t-il une incidence sur l'obligation de transposer ?</i> . . . . .	117
SOUS-SECTION 2. — <i>L'Etat du droit interne et son interprétation conforme</i> . . . . .	117
SECTION 2. — LA MARGE DE MANŒUVRE LAISSÉE AUX ÉTATS DANS LEUR ŒUVRE DE TRANSPOSITION. . . . .	120
SOUS-SECTION 1 <sup>re</sup> . — <i>La marge de manœuvre dépend de la précision de la directive</i> . . . . .	120
SOUS-SECTION 2. — <i>Le respect des formalités</i> . . . . .	122
§ 1 <sup>er</sup> . <i>La consultation</i> . . . . .	122
§ 2. <i>L'information préalable</i> . . . . .	123
§ 3. <i>La communication</i> . . . . .	126
SOUS-SECTION 3. — <i>La présentation des règles internes de transposition</i> . . . . .	127
§ 1 <sup>er</sup> . <i>Un ou plusieurs textes ?</i> . . . . .	127
§ 2. <i>Le renvoi aux directives</i> . . . . .	127
§ 3. <i>La transparence de la transposition</i> . . . . .	130
§ 4. <i>La manière de rédiger le dispositif</i> . . . . .	133

TROISIÈME PARTIE

Les effets des directives

CHAPITRE PREMIER

LES EFFETS DES DIRECTIVES  
AVANT L'EXPIRATION DU DÉLAI  
DE TRANSPOSITION

SECTION 1 <sup>re</sup> . — LES DIRECTIVES EN PROJET OU NON ENCORE PUBLIÉES . . . . .	139
SECTION 2. — LES EFFETS DES DIRECTIVES PENDANT LE DÉLAI DE TRANSPOSITION . . . . .	140



CHAPITRE II  
LA SITUATION DES DIRECTIVES  
APRÈS L'EXPIRATION DU DÉLAI  
DE TRANSPOSITION

SECTION 1<sup>re</sup>. — LES INVOCABILITÉS D'ÉVICTION ET DE SUBSTITUTION . . . 147

    SOUS-SECTION 1<sup>re</sup>. — *En droit européen* : . . . . . 147

        § 1<sup>er</sup>. *L'accent mis sur l'effet direct ou assimilé* . . . . . 147

        § 2. *La primauté se suffisant à elle-même* . . . . . 150

    SOUS-SECTION 2. — *Dans le droit belge* . . . . . 152

        § 1<sup>er</sup>. *L'effet direct ou assimilé* . . . . . 152

        § 2. *Le contrôle fondé sur la primauté* . . . . . 153

        § 3. *L'invocabilité d'exclusion à l'encontre de dispositions législatives* . . . 161

        § 4. *Quid de l'invocabilité des directives à l'encontre de particuliers ?* . . 163

SECTION 2. — L'INVOCABILITÉ DE « SEMONCE » . . . . . 169

SECTION 3. — L'INVOCABILITÉ D'INTERPRÉTATION . . . . . 172

SECTION 4. — L'INVOCABILITÉ DE RÉPARATION . . . . . 181

    SOUS-SECTION 1<sup>re</sup>. — *L'Etat a correctement transposé la directive* . . . . 181

    SOUS-SECTION 2. — *L'Etat n'a pas transposé une directive ou ne l'a fait que*  
        *d'une manière inadéquate* . . . . . 183

        § 1<sup>er</sup>. *En droit européen* . . . . . 183

        § 2. *En droit belge* . . . . . 186

CONCLUSION . . . . . 193

BIBLIOGRAPHIE . . . . . 195